

RCS : BAYONNE Code greffe : 6401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BAYONNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

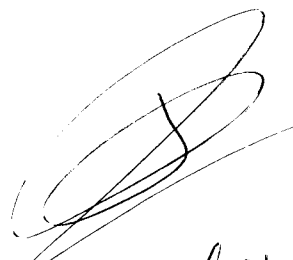
Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2020 B 00064 Numéro SIREN : 444 977 474 Nom ou dénomination : YABE
--

Ce dépôt a été enregistré le 22/10/2020 sous le numéro de dépôt 7410

22 OCT. 2020

GROUPE YABE
Comptes consolidés 31/01/2020
Rue des peupliers
03300 CUSSET



Cepi Ah
Lepina

Table des matières

États financiers	3
Bilan consolidé	3
Compte de résultat consolidé	4
Tableau de flux de trésorerie consolidé	5
Variations des capitaux propres	6
Méthodes et principes de consolidation	7
1. Principes généraux	7
2. Faits marquants	7
3. Définition du périmètre de consolidation	7
4. Périmètre de consolidation	7
5. Ecart d'acquisition	8
6. Règles et méthodes comptables	8
7. Evénements significatifs postérieurs à la clôture	10
Notes annexes sur les postes du bilan	11
1. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)	11
2. Immobilisations corporelles et incorporelles	11
3. Immobilisations financières et titres mises en équivalence	12
4. Stocks et en-cours	13
5. Impôts différés	13
6. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation	13
7. Trésorerie nette	14
8. Provisions	15
9. Dettes financières	15
10. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	16
Notes annexes sur les postes du compte de résultat	17
11. Chiffre d'affaires	17
12. Autres produits d'exploitation	17
13. Achats consommés	17
14. Charges externes	18
15. Impôts et taxes	18
16. Charges de personnel	18
17. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	19
18. Produits financiers	19
19. Charges financières	19
20. Produits exceptionnels	20
20.	20
21. Charges exceptionnelles	20
22. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts	20
Autres Informations	21
23. Effectifs	21
24. Engagements hors-bilan	21
25. Rémunérations des commissaires aux comptes	21
26. Rémunération des dirigeants	22

Compte de résultat consolidé

Libellé	2020	2019	Note
Chiffre d'affaires	116 593 423	93 924 946	11
Autres produits d'exploitation	836 135	725 190	12
Produits d'exploitation	117 429 558	94 650 136	
Achats consommés	(97 159 232)	(78 512 433)	13
Charges externes	(7 108 227)	(6 052 164)	14
Impôts et taxes	(1 406 967)	(1 002 031)	15
Charges de personnel	(10 846 148)	(8 554 438)	16
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(716 648)	(796 009)	17
Charges d'exploitation	(117 237 221)	(94 917 075)	
Résultat d'exploitation	232 585	(266 939)	
Produits financiers	59 400	120 086	18
Charges financières	(30 414)	(37 708)	19
Résultat financier	28 985	82 378	
Opérations en commun			
Résultat courant des entreprises intégrées	261 570	(184 561)	
Produits exceptionnels	1 094 547	1 811 328	20
Charges exceptionnelles	(399 115)	(1 276 798)	21
Résultat exceptionnel	695 432	534 530	
Impôts sur les résultats	(314 805)	(146 824)	22
Résultat net des entreprises intégrées	642 196	203 145	
Dotations aux dépr. des écarts d'acquisition (impairment)			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net de l'ensemble consolidé	642 196	203 145	
Intérêts minoritaires	141 670	144 932	
Résultat net (part du groupe)	500 526	58 213	

États financiers

Bilan consolidé

Libellé	Clôture	Ouverture	Note
Capital souscrit non appelé			
Ecart d'acquisition	1 643 777	1 643 777	1
Immobilisations incorporelles	17 202	21 608	2
Immobilisations corporelles	2 529 222	2 674 308	2
Immobilisations financières	324 898	293 698	3
Titres mis en équivalence			
Actif immobilisé	4 515 099	4 633 392	
Stocks et en-cours	7 899 696	8 340 627	4
Clients et comptes rattachés	904 392	855 986	6
Impôts différés - actif	422 199	469 031	5
Autres créances et comptes de régularisation	4 838 582	7 941 694	6
Valeurs mobilières de placement	500 000		
Disponibilités	1 864 178	926 536	7
Actif circulant	16 429 048	18 533 873	
Total Actif	20 944 147	23 167 265	
Capital	103 000	103 000	
Primes liées au capital			
Ecart de réévaluation			
Réserves (part du groupe)	2 473 334	2 585 121	
Résultat net (Part du groupe)	500 526	58 213	
Capitaux propres (Part du groupe)	3 076 860	2 746 334	
Intérêts minoritaires	1 738 300	1 596 629	
Autres fonds propres			
Total des capitaux propres	4 815 160	4 342 963	
Ecart d'acquisition passif			
Provisions pour risques et charges	512 225	487 089	8
Impôts différés - passif			
Provisions et impôts différés	512 225	487 089	
Dettes financières	1 496 396	3 063 673	9
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 093 784	10 946 070	10
Autres dettes et comptes de régularisation	4 026 582	4 327 470	
Dettes	15 616 762	18 337 213	
Total Passif	20 944 147	23 167 265	

Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)
2018.01	103 000		2 691 635			193 486	2 988 121
Affectation du résultat N-1			193 486			(193 485)	
Distribution/ brut versé			(300 000)				(300 000)
Résultat						58 213	58 213
2019.01	103 000		2 585 121			58 213	2 746 334
Affectation du résultat N-1			58 213			(58 213)	
Distribution/ brut versé			(170 000)				(170 000)
Résultat						500 526	500 526
2020.01	103 000		2 473 334			500 526	3 076 860

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2020.01	2019.01
Résultat net total des entités consolidées	642 196	203 145
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	636 186	787 756
Variation de l'impôt différé	46 832	(26 756)
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur		
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	49 370	67 253
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE		
Marge brute d'autofinancement	1 374 585	1 031 399
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	2 373 362	(2 135 400)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'EXPLOITATION (I)	3 748 027	(1 104 001)
Acquisitions d'immobilisations	(460 164)	(487 863)
Cessions d'immobilisations	40 600	45 334
Réduction des autres immobilisations financières		
Incidence des variations de périmètre		
Variation nette des placements à court terme	(500 000)	1 000 000
Opérations internes Haut de Bilan		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(919 564)	557 471
Émissions d'emprunts	288	300 144
Remboursements d'emprunts	(423 520)	(379 315)
Dividendes versés des filiales		
Dividendes reçus/versés de la société mère	(170 000)	(300 000)
Augmentations / réductions de capital		10 000
Cessions (acq.) nettes d'actions propres		
Variation nette des concours bancaires	1 005	(116)
FLUX NET DE TRESO. GENERALE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	(592 227)	(369 287)
Variation de change sur la trésorerie (IV)		
Variation de change sur autres postes du bilan		
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	2 236 236	(915 818)
Trésorerie : ouverture	(739 179)	176 640
Reclassement d'ouverture		
Trésorerie : ouverture	(739 179)	176 640
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass. / Chg méthode/ Juste valeur		
Trésorerie : clôture	1 497 056	(739 179)

5. Ecart d'acquisition

Écarts d'acquisition : l'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

Ecarts d'acquisition positifs : un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ».

Le Groupe YABE amortissait jusqu'au 31 janvier 2015 ses écarts d'acquisition sur une durée de 15 ans.

Le règlement 99-02 a été modifié par un avis de l'Autorité des Normes Comptables en date du 23 novembre 2015 (Avis N°2015-07, homologué par arrêté du 4 décembre 2015 publié au journal officiel du 8 décembre 2015).

Les écarts d'acquisition, lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au Groupe, ne sont pas amortis. Un test de dépréciation est alors réalisé une fois par exercice qu'il existe ou non un indice de perte de valeur. Sur la base des méthodes sectorielles spécifiques aucune dépréciation n'a été jugée nécessaire.

Par ailleurs, les parts de marché constatées au 31 janvier 2016 ont été reclassées en écart d'acquisition à l'ouverture de l'exercice 2017. La valeur actuelle au 31/01/2020 a été appréciée en fonction de sa valeur vénale en se référant aux règles spécifiques du secteur. Compte tenu de cette valeur, aucune dépréciation n'est à comptabiliser à la clôture de l'exercice.

6. Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations incorporelles

Ce poste d'actif comprend les logiciels du groupe.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, et du type d'utilisation.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Méthodes et principes de consolidation

1. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français édictés par la loi n°85.11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n°86.221 du 17 février 1986, ainsi que par le règlement du CRC n° 99-02 du 22 juin 1999, modifié par le règlement du CRC n° 2005-10 du 3 novembre 2005 et le règlement ANC n°2015-07 du 23 novembre 2015.

L'exercice clos 31/01/2020 a une durée de 12 mois, comme celui clos le 31/01/2019.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

2. Faits marquants

La société CEVEDE a accepté de payer le redressement fiscal né à la suite du contrôle portant sur les exercices 31/01/2015 et 31/01/2016.

Cependant, le litige né de ce redressement n'est pas terminé puisque la société a décidé de poursuivre les différentes procédures entamées suite à la contestation de ce redressement.

3. Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Toutes sont intégrées globalement.

4. Périmètre de consolidation

	Adresse	N° SIREN	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
YABE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	444 977 474	100,0%	100%	Société mère
CEVEDE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	387 622 327	50,0%	100%	Intégration globale
GAB03	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	804 678 845	100,0%	100%	Intégration globale
PELOPE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	491 675 799	49,9%	100%	Intégration globale
BAYA	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	837 680 990	60,0%	100%	Intégration globale

Au cours de l'exercice la société YABE a acquis 51.66% du capital de la société nouvellement créée SPORTING 1930.

Son activité de restauration n'ayant pas débuté, il a été décidé de ne pas intégrer cette entité dans le périmètre de consolidation au 31/01/2020.

- Convention collective :	Commerce à prédominance alimentaire
- Méthode de calcul choisie :	Méthode rétrospective prorata temporis
- Population retenue :	Tous les salariés en contrat à durée indéterminée au
31 janvier 2020	
- Table de mortalité retenue :	TV 88/90
- Taux d'actualisation :	2 %
- Taux de croissance des salaires	1%
- Age minimal de départ à la retraite :	65 ans

Information sectorielle

Le groupe réalise l'intégralité de son chiffre d'affaires en France, dans un contexte de confidentialité la direction du groupe ne souhaite pas communiquer sur la ventilation de son résultat d'exploitation par rayon.

7. Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d'une ampleur inédite. A ce jour les conséquences qui en découlent sur la santé financière des entreprises est difficilement prévisible, compte tenu des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise.

Par ailleurs, concernant notre entreprise, du fait de la limitation de circulation des biens et des personnes, certaines productions et approvisionnements vont devoir être mis à l'arrêt, ce qui peut avoir des conséquences en chaîne sur d'autres approvisionnements à court ou moyen terme. De même, si certains services n'étaient plus rendus par nos principaux prestataires, cela pourrait conduire au ralentissement ou à l'arrêt de notre activité.

Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l'exercice 2019, nous avons établi les comptes sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles liées à ces événements.

Toutefois, compte tenu du contexte décrit ci avant, il se peut que des effets négatifs, à court ou moyen terme, puissent affecter notre activité et notre trésorerie et venir impacter notre continuité d'exploitation au titre de l'exercice 2020.

Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués suivant les catégories auxquelles ils se rattachent, soit au dernier prix de réapprovisionnement, soit au prix de vente diminué de la marge moyenne afférente au rayon auquel ils appartiennent.

Compte tenu de la rotation rapide des stocks, l'utilisation du dernier prix de réapprovisionnement n'est pas de nature à conduire à une évaluation très différente de celle qui résulterait de l'application du prix moyen pondéré, ou du « premier entré, premier sorti ».

Des provisions pour dépréciation des stocks sont constitués en vue de tenir compte de la différence entre leur valeur probable et celle ressortant des méthodes décrites ci-dessus.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de régularisation.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée. Engagements de retraite

Le groupe a opté pour la méthode préférentielle du règlement 99-02, consistant à comptabiliser ses passifs sociaux en provisions pour charges.

Le calcul des engagements a été déterminé sur la base des hypothèses suivantes :

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	(50 803)	(57 470)	(6 667)				
Amortissements des immobilisations incorporelles	(50 803)	(57 470)	(6 667)				
Constructions	(2 213 967)	(2 449 665)	(235 699)				
Installations techniques, matériel & outillage	(1 162 504)	(1 245 946)	(83 444)	1			
Autres immobilisations incorporelles	(3 320 581)	(3 565 865)	(285 241)	39 956			
Amortissements des immobilisations corporelles	(6 697 052)	(7 261 477)	(604 383)	39 958			
Amortissements sur actif immobilisé	(6 747 855)	(7 318 947)	(611 050)	39 958			
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Amortissements des immobilisations corporelles	(18 360)	(23 570)					

3. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv, Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation		31 000	31 000					
Titres immobilisés (non courants)	4 900	4 900						
Dépôts et cautionnements versés	288 798	288 998	200					
Immobilisations financières	293 698	324 898	31 200					
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	293 698	324 898	31 200					

Les créances immobilisées se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Dépôts et cautionnements versés	288 998			288 998
Créances - Actif immobilisé	288 998			288 998

Notes annexes sur les postes du bilan

1. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Libellé	Ouverture	Clôture	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	1 880 923	1 880 923						
Amortissements des écarts d'acquisition	(237 146)	(237 146)						
Dépréciations des écarts d'acquisition								
Valeur nette	1 643 777	1 643 777						
Ecart d'acquisition - passif								
Reprise - écart d'acquisition -								
Valeur nette								

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	72 411	74 671	2 260				
Immobilisations incorporelles	72 412	74 672	2 260				
Terrains	188 913	188 913					
Constructions	3 386 383	3 391 343	4 960				
Installations techniques, matériel & outillage	1 287 844	1 362 952	77 210	(2 102)			
Autres immobilisations corporelles	4 427 003	4 503 809	35 397	(127 825)			169 234
Immobilisations corporelles en cours		343 682	60 644				283 038
Avances et acomptes s/immo. corp.	81 216		217 593				(298 809)
Immobilisations corporelles	9 371 360	9 790 699	395 804	(129 927)			153 463
Immobilisations corporelles et incorporelles	9 443 771	9 865 371	398 064	(129 927)			153 463
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	73 000	153 463					

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Total	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Clients et comptes rattachés	960 914	960 914		
Avances et acomptes versés sur commandes	1 597 909	1 597 909		
Créances sur personnel & org. Sociaux	8 756	8 756		
Créances fiscales hors IS	1 120 076	1 120 076		
Créances liées à l'intégration fiscale				
Etat, Impôt sur les bénéfices	541 075	541 075		
Comptes courants	63 268	63 268		
Actionnaires : capital appelé non versé				
Créances sur cessions d'actifs				
Autres créances	1 332 539	1 332 539		
Produits à recev. (Quote part rés. SNC)				
Intérêts courus sur créances				
Charges constatées d'avance	174 959	174 959		
Autres créances et comptes de régularisation	4 838 582	4 838 582		
Actif circulant	5 799 496	5 799 496		

7. Trésorerie nette

Libellé	Ouverture	Clôture
Trésorerie active nette	926 536	1 864 178
Disponibilités	926 536	1 864 178
Trésorerie passive	1 665 715	367 122
Trésorerie à court terme	(739 179)	1 497 056
Placements à court terme		500 000
VMP - Autres placements		500 000
Trésorerie passive assimilée à une dette	15	1 020
Concours bancaires (dettes)	15	1 020
Trésorerie à long terme	(15)	498 980
Trésorerie nette	(739 194)	1 996 036
Retraitement des Locations Simples	(739 209)	2 495 016

4. Stocks et en-cours

Libellé	Clôture			Ouverture		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	1 528		1 528	1 573		1 573
Stocks de marchandises	7 898 168		7 898 168	8 339 054		8 339 054
Stocks et en-cours	7 899 696		7 899 696	8 340 627		8 340 627

5. Impôts différés

Impôts différés	Ouverture	Clôture	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)
Impôts différés - actif	469 031	422 199	48 737	(95 569)
Impôts différés - passif				
Valeur nette d'impôt différé	469 031	422 199	48 737	(95 569)
Liasse				
Fiscalité différée (décalages temporaires)	454 110	302 001	(79 451)	(72 658)
Fiscalité différée (retraitements)	17 581	122 858	128 188	(22 912)
Annulation part IP et MEE				
Sous total	471 691	424 859	48 737	(95 569)
Autres	(2 660)	(2 660)		(0)
Valeur nette par catégorie	469 031	422 199	48 737	(95 569)

6. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	Clôture			Ouverture		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
	L0121	L0713	L0333			
Clients et comptes rattachés	960 914	(56 522)	904 392	909 880	(53 894)	855 986
Avances et acomptes versés sur commandes	1 597 909		1 597 909	3 476 910		3 476 910
Créances sur personnel & org. Sociaux - courant	8 756		8 756	15 999		15 999
Créances fiscales hors IS - courant	1 120 076		1 120 076	2 240 808		2 240 808
Etat, Impôt sur les bénéfices - courant	541 075		541 075	813 119		813 119
Comptes courants - courant	63 268		63 268	1 263		1 263
Autres créances - courant	1 332 539		1 332 539	1 192 273		1 192 273
Charges constatées d'avance - courant	174 959		174 959	201 321		201 321
Autres créances et comptes de régularisation	5 799 496	(56 522)	5 742 974	8 851 572	(53 894)	8 797 678

8. Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges - non courant							
Provisions pour litiges - courant	55 861	20 261	10 614	(46 214)			
Provisions pour pensions et retraites - non courant	301 297	308 718	8 161	(740)			
Provisions pour pensions et retraites - courant	123 375	174 712	62 717	(11 380)			
Autres provisions pour charges - courant	6 556	8 534	1 978				
Provisions et impôts différés	487 089	512 225	83 470	(58 334)			

9. Dettes financières

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	1 388 247	1 118 626		(423 084)			153 463
Dépôts et cautionnements reçus	8 445	8 733	288				
Intérêts courus sur emprunts	1 250	895	80	(436)			
Concours bancaires (trésorerie passive)	1 665 715	367 122					(1 298 593)
Concours bancaires (dettes)	15	1 020					1 005
Dettes financières	3 063 673	1 496 396	368	(423 520)			(1 144 125)
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Dettes financières	59 559	137 979					

Les dettes financières se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataire				
Emprunts auprès établis. de crédit	1 118 626	560 361	403 090	155 175
Dépôts et cautionnements reçus	8 733	8 733		
Emission titres part. & av. de l'Etat				
Autres emprunts et dettes assimilées				
Intérêts courus sur emprunts	895	895		
Dettes rattachées à des participations				
Concours bancaires	368 142	368 142		
Intérêts courus non échus - passif				
Dettes financières	1 496 396	938 131	403 090	155 175

10. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 946 070	10 093 784
Avances, acomptes reçus sur commandes	160	
Dettes sociales	2 128 742	1 991 649
Dettes fiscales (hors IS)	1 161 877	1 293 650
Etat - impôts sur les bénéfices	110 481	58 141
Comptes courants	102 033	110 616
Dettes s/ acquis. d'actifs	74 547	43 647
Autres dettes	17 141	30 155
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	60 420	66 366
Produits constatés d'avance	672 069	432 358
Autres dettes et comptes de régularisation	4 327 470	4 026 582
Total	15 273 540	14 120 366

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 093 784	10 093 784		
Avances, acomptes reçus sur commandes				
Dettes sociales	1 991 649	1 991 649		
Dettes fiscales (hors IS)	1 293 650	1 293 650		
Etat - impôts sur les bénéfices	58 141	58 141		
Comptes courants groupe	110 616	110 616		
Dettes s/ acquis. d'actif	43 647	43 647		
Autres dettes -	30 155	30 155		
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	66 366	66 366		
Produits constatés d'avance	432 358	37 167		
Autres dettes et comptes de régularisation	4 026 582	3 631 390		
Total	14 120 366	13 725 174		

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

11. Chiffre d'affaires

Libellé	2020	2019
Ventes de marchandises	107 037 205	85 580 995
Production vendue de biens	1 277 188	1 241 708
Production vendue de services	8 713 612	7 328 353
Produits des activités annexes	587 626	576 709
Ventes et production intra-groupe		
Rabais, remises et ristournes accordés	(1 022 208)	(802 819)
Chiffre d'affaires	116 593 423	93 924 946

12. Autres produits d'exploitation

Libellé	2020	2019
Subventions d'exploitation	41 810	44 498
Rep./Prov. engagements de retraite	12 120	
Rep./Dépr. sur actif circulant	32 092	43 151
Transferts de charges d'exploitation	633 549	481 149
Autres produits	113 564	156 391
Autres produits d'exploitation	836 135	725 190

13. Achats consommés

Libellé	2020	2019
Achats de marchandises	(94 563 264)	(80 216 196)
Achats non stockés de matières et fournitures	(1 019 779)	(738 105)
Variation stocks de marchandises	(434 815)	3 769 739
Achat m.p., fourn. & aut. appro.	(1 141 329)	(1 327 897)
Var. stocks mp, fourn. & autres appro.	(44)	26
Achats consommés	(97 159 232)	(78 512 433)

14. Charges externes

Libellé	2020	2019
Sous-traitance	(351 036)	(202 005)
Redevances de crédit-bail		(0)
Locations immobilières et charges locatives	(2 110 364)	(1 977 899)
Locations mobilières et charges locatives	(161 544)	(187 659)
Entretien et réparations	(662 943)	(589 625)
Primes d'assurances	(125 399)	(104 326)
Autres services extérieurs	(15 755)	(21 281)
Redevances		
Personnel détaché et intérimaire	(91 345)	(70 415)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(349 267)	(283 209)
Publicité, publications, relations publiques	(1 743 452)	(1 410 346)
Transport	(70 705)	(45 013)
Déplacements, missions et réceptions	(50 065)	(47 731)
Frais postaux et frais de télécommunications	(128 921)	(111 443)
Frais bancaires	(276 096)	(204 607)
Autres charges externes	(817 744)	(582 915)
Autres charges	(153 589)	(213 692)
Charges externes	(7 108 227)	(6 052 164)

15. Impôts et taxes

Libellé	2020	2019
Impôts et taxes sur rémunérations	(119 241)	(130 441)
Autres impôts et taxes	(1 287 726)	(871 590)
Impôts et taxes	(1 406 967)	(1 002 031)

16. Charges de personnel

Libellé	2020	2019
Rémunérations du personnel	(8 297 772)	(6 643 755)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(2 394 713)	(2 170 204)
Autres charges de personnel	(30 016)	259 521
Participation des salariés	(123 646)	
Charges de personnel	(10 846 148)	(8 554 438)

17. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2020	2019
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(6 988)	(3 297)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(604 062)	(676 374)
Dot/Prov. engagements de retraite	(70 878)	(76 760)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(34 720)	(39 578)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(716 648)	(796 009)

18. Produits financiers

Libellé	2020	2019
Revenus des créances rattachées à des participations		1 263
Autres produits financiers	59 400	118 823
Produits financiers	59 400	120 086

19. Charges financières

Libellé	2020	2019
Charges d'intérêts	(28 980)	(33 912)
Autres charges financières	(1 434)	(3 796)
Charges financières	(30 414)	(37 708)

20. Produits exceptionnels

Libellé	2020	2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	567 536	895 962
Produits excep. s/ exercices antérieurs	199 492	236
Produits de cession d'immo. incorp.		15 000
Produits de cession d'immo. corp.	40 600	30 334
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	243 544	243 544
Autres produits exceptionnels	161	600 000
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel	43 214	26 253
Produits exceptionnels	1 094 547	1 811 328

21. Charges exceptionnelles

Libellé	2020	2019
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(220 756)	(267 097)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(33 474)	150 716
VNC des immo. corp. cédées	(89 970)	(112 097)
VNC des titres cédés		508
Autres charges exceptionnelles	(2 075)	(991 250)
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel	(12 592)	(57 578)
Charges exceptionnelles	(358 867)	(1 276 798)

22. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Libellé	2020	2019
Impôt sur les bénéfices	(305 654)	(173 580)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	5 739	
Impôts différés	(46 832)	26 756
Crédit impôt	31 942	
Impôts sur les résultats	(314 805)	(146 824)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts et résultat des MEE	957 002
Taux d'impôt de l'entité consolidante	28,00%
Impôt théorique	(267 961)
Effets des différences de base	(94 183)
ID sur écritures manuelles non fiscalisées	
Effets des différences de taux	(96 008)
Crédits d'impôt et autres dispositions fiscales particulières	32 498
Effets des déficits non activés	
Ecritures manuelles sur impôt	110 849
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(314 805)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(314 805)

Autres Informations

23. Effectifs

Libellé	2020	2019
Effectif moyen interne	355	357
Cadres	16	11
Agents de maîtrise et techniciens	24	23
Employés	315	323
Ouvriers		
Effectif moyen total	355	357

24. Engagements hors-bilan

Engagement hors bilan	2020	2019
Engagements hors bilan donnés	691 162	962 964
Eng. donnés - Cautions bancaires, garanties et avals donnés	403 879	452 175
Eng. donnés - Hypothèques et nantissements de fonds de commerce	287 283	510 789
Engagements hors bilan reçus		

25. Rémunérations des commissaires aux comptes

Rémunérations des commissaires aux comptes	2020	2019
Rémunérations des commissaires aux comptes	31 981	41 170

26. Rémunération des dirigeants

Cette information conduisant à indiquer des rémunérations individuelles n'est pas communiquée.

YABE
Société par actions simplifiée
au capital de 103 000 euros
Siège social : 72 avenue du Maréchal Juin
Résidence Akaïna
64200 BIARRITZ
RCS BAYONNE 444 977 474

RAPPORT DE GESTION DU PRÉSIDENT
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 30 SEPTEMBRE 2020

Exercice clos le 31 janvier 2020

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts de notre Société, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 janvier 2020 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et renseignements prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes.

A – RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE YABE
--

Au 31 janvier 2020, le périmètre de consolidation du groupe YABE comprenait l'ensemble des sociétés dans lesquelles la société YABE exerce directement ou indirectement un contrôle exhaustif à savoir :

- La SAS GAB 03
- La SAS CEVEDE
- La SARL PELOPE
- La SAS BAYA

Au cours de l'exercice la société YABE a acquis 51,66 % du capital de la société nouvellement créé SPORTING 1930, ainsi que de la SCI LAPG.

L'activité de restauration de la société SPORTING 1930 n'ayant pas débuté, il a été décidé ne pas intégrer ces deux sociétés dans le périmètre de coordination.

Conformément aux dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce, il est présenté ci-après le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés de l'exercice écoulé.

a) Situation et activité du groupe YABE sur l'exercice

➤ **Faits marquants du groupe sur l'exercice**

*** Au cours des exercices antérieurs**

Les principaux faits marquants concernant la société CEVEDE et les procédures qui l'opposent à la coopérative SYSTEME U EST.

- Dossier CEVEDE / SUE CA RIOM : par arrêt en date du 9 septembre 2015, la Cour d'Appel de RIOM a ordonné la transcription de la cession de 7986 actions au profit de la Coopérative SYSTEME U EST sur les registres de mouvement de titres. La transcription a été réalisée au mois de février 2016.

Un pourvoi en cassation a été formé contre cette décision. Par arrêt en date du 5 avril 2018, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi.

- Dossier CEVEDE / SUE APPEL NULLITE : par arrêt en date du 9 septembre 2015, la Cour d'Appel de RIOM a rejeté l'appel nullité formé par la Société CEVEDE à l'encontre de l'ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Cusset qui avait écarté la demande de délais présentée par la Société CEVEDE, conformément aux dispositions des statuts de la Société CEVEDE et des articles L 228-24 et R 228-23 du Code de Commerce, afin de réaliser l'acquisition des actions détenues par Monsieur Bernard LE DIOURIS, après annulation de l'apport effectué auprès de la Société MOBERD, compte tenu de la décision du Conseil d'Administration de la Société CEVEDE de refuser d'agréer le cessionnaire présenté par Monsieur Bernard LE DIOURIS, à savoir la Coopérative SYSTEME U-EST.

Un pourvoi en cassation a été formé contre cette décision. Par arrêt en date du 5 avril 2018, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi.

- Dossier CEVEDE / SUE TGI CUSSET : la Coopérative SYSTEME U EST a saisi le Tribunal de CUSSET afin de solliciter l'annulation de l'acte de vente conclu le 11 août 2006 au profit des Sociétés FINAMUR et CMCIC Lease, par les sociétés CEVEDE et JACMAR, de voir ordonner la substitution de la Coopérative SYSTEME U-EST dans les droits et obligations des Sociétés FINAMUR et CMCIC Lease et de voir prononcer la résiliation du contrat de crédit-bail immobilier conclu entre les sociétés FINAMUR, CMCIC Lease et JACMAR le 11 août 2006.

Par jugement en date du 4 septembre 2017, le TGI de CUSSET a rejeté les demandes de la Coopérative SYSTEME U-EST et l'a condamnée à verser la somme de 3.000 euros à la Société CEVEDE au titre de l'article 700 du CPC.

La Coopérative SYSTEME U-EST a interjeté appel de ce jugement. L'appel a été plaidé le 29 Mai 2019 devant la cour d'Appel de Riom.

*** Au cours de l'exercice clos :**

- Dossier CEVEDE / SUE CREDIT BAIL : la Coopérative SYSTEME U EST a saisi le Tribunal de CUSSET afin de solliciter l'annulation de l'acte de vente conclu le 11 août 2006 au profit des

Sociétés FINAMUR et CMCIC Lease, par les sociétés CEVEDE et JACMAR, de voir ordonner la substitution de la Coopérative SYSTEME U-EST dans les droits et obligations des Sociétés FINAMUR et CMCIC Lease et de voir prononcer la résiliation du contrat de crédit-bail immobilier conclu entre les sociétés FINAMUR, CMCIC Lease et JACMAR le 11 août 2006.

Par jugement en date du 4 septembre 2017, le TGI de CUSSET a rejeté les demandes de la Coopérative SYSTEME U-EST et l'a condamnée à verser la somme de 3.000 euros à la Société CEVEDE au titre de l'article 700 du CPC.

La Coopérative SYSTEME U-EST a interjeté appel de ce jugement. Par arrêt en date du 3 juillet 2019, la Cour d'Appel de RIOM a confirmé le jugement de première instance.

La Coopérative SYSTEME U EST a formé un pourvoi en Cassation et la procédure est actuellement pendante devant la Cour de Cassation.

➤ **Présentation des comptes consolidés**

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Sauf mention contraire, les chiffres ci-dessous correspondent aux données consolidées, c'est-à-dire après retraitement des opérations intra-groupe.

• Analyse des comptes consolidés du groupe

Au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2020 :

. le **chiffre d'affaires** du groupe s'est élevé à 116 593 423 € contre 93 924 946 € l'exercice précédent.

. les produits d'exploitation étant de 117 429 558 €

. les charges d'exploitation étant de – 117 237 221 €

. le **résultat d'exploitation** est donc de 232 585 €

. les produits financiers étant de 59 400€

. les charges financières étant de -30 414 €

. le **résultat financier** est donc de 28 985 €

. les produits exceptionnels étant de 1 094 547 €

. les charges exceptionnelles étant de – 399 115 €

. le **résultat exceptionnel** est donc de 695 432 €

. le résultat du groupe est de 642 196 € contre 203 145 € l'exercice précédent.

b) Evolution prévisible et perspectives d'avenir du groupe YABE

La conjoncture économique difficile et la présence au capital de la société CEVEDE de la coopérative SYSTEME U EST, concurrent direct de l'enseigne Carrefour à laquelle la société CEVEDE est affiliée créent un climat d'inconfort et d'incertitude pour le futur.

c) Evénements importants survenus entre la date d'arrêté des comptes consolidés et la date de leur établissement

Depuis le 31 janvier 2020, date de clôture de l'exercice, la survenance d'aucun événement important n'est à signaler si ce n'est la promulgation de l'état d'urgence sanitaire COVID 19 du 17 mars 2020 qui a contraint la société à une activité forcée ; si le chiffre d'affaires a progressé au cours de cette période, les obligations de distanciations et les coûts engendrés ont pesés sur les charges d'exploitation.

d) Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que le groupe YABE n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

e) Informations relatives au bilan

Nous vous informons des éléments significatifs relatifs au bilan :

1- Autres immobilisations incorporelles

Les écarts d'acquisition déterminés correspondent à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de situation nette acquise retraitée.

2 – Immobilisations corporelles – Amortissements

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

3- Passif

Les dettes financières s'élèvent à 1 496 396 € contre 3 063 673 € pour l'exercice précédent.

Des dettes diverses portent le total des dettes du groupe à 15 616 762 € contre 18 337 213 € pour l'exercice précédent.

4- Trésorerie

La trésorerie du groupe à la clôture de l'exercice s'élève à 1 497 056 € contre – 739 194 € pour l'exercice précédent.

B – RAPPORT SUR LA GESTION DE LA SOCIETE YABE

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice

Voir ci-dessus.

Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Voir ci-dessus.

Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Voir ci-dessus.

Informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients :

Nous ne sommes pas en mesure de communiquer les informations sur l'endettement fournisseurs et les délais de paiement à la date du 31 janvier 2020.

Les retards de paiement ne sont pas identifiés automatiquement par notre système d'information. Les reconstituer représente une lourdeur d'analyse disproportionnée par rapport à notre structure

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Activité des filiales et participations

Vous trouverez dans le tableau annexé à notre bilan des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de notre Société et des sociétés qu'elle contrôle.

Nous complétons ces informations par les éléments suivants :

- **la société CEVEDE** a réalisé un chiffre d'affaires de 62 703 738 € et dégagé un bénéfice de 476 971 €,
- **la société GAB 03** a réalisé un chiffre d'affaires de 11 018 999 € et dégagé un bénéfice de 59 409 €.
- **la société BAYA** a réalisé un chiffre d'affaires de 42 199 461 € et dégagé une perte de 151 200 €.

Les sociétés **SPORTING 1930** et **LAPG** n'ont pas eu d'activité réelle sur l'exercice.

RÉSULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2020, le **chiffre d'affaires** s'est élevé à **1 122 526 euros** contre 857 699 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de 30,87%.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à **40 253 euros** contre 3 465 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 1061,70%.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à **103 834 euros** contre 97 183 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 6,84%.

Le montant des impôts et taxes s'élève à **35 886 euros** contre 21 864 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 64,13%.

Le montant des traitements et salaires s'élève à **421 585 euros** contre 371 855 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de 13,37%.

Le montant des charges sociales s'élève à **166 833 euros** contre 155 131 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 7,54%.

L'effectif salarié moyen à la clôture de l'exercice s'élève à **8 personnes** contre 6 personnes à la clôture de l'exercice précédent, soit une variation de 33,33%.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à **1 832 euros** contre 1 832 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des autres charges s'élève à **335 euros** contre 24 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 1295,83%.

Les charges d'exploitation se sont élevées à **730 306 euros** contre 647 890 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 12,72%.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à **432 306 euros** contre 213 275 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de 102,69%.

Compte tenu d'un résultat financier de **8 050 euros** (98 842 euros pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à 440 524 euros contre 312 116 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 41,14%.

Après prise en compte :

- du résultat exceptionnel de **26 520 euros** contre -483 630 euros pour l'exercice précédent.
- d'un impôt sur les sociétés de **74 860 euros** contre 0 euro pour l'exercice précédent,

Le résultat de l'exercice se solde par un **bénéfice de 392 184 euros** contre une perte de -171 513 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 328,66%.

Au 31 janvier 2020, le **total du bilan de la Société s'élevait à 2 829 438 euros** contre 2 708 353 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 4,47%.

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 392 184 euros.

Nous vous proposons également de bien vouloir affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 janvier 2020 de la manière suivante :

Distribué à titre de dividendes	200 000,00 euros
Soit 19,42 euros par action	

Le solde	192 184 euros
En totalité au compte " report à nouveau " qui s'élève ainsi à 317 627 euros .	

Compte tenu de cette affectation, les **capitaux propres** de la Société seraient de **1 962 699 euros**.

Le dividende serait mis en paiement au siège social le **15 octobre 2020**.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2020 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 200 000,00 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Nous vous informons que depuis le 1er janvier 2018, les dividendes supportent dès leur versement un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende.

L'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus. Dans ce cas, le prélèvement forfaitaire de 12,8% sera

déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Nous vous rappelons en outre que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31 janvier 2017 :

200 000,00 euros, soit 19,42 euros par titre.

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 200 000,00 euros

Exercice clos le 31 janvier 2018 :

300 000,00 euros, soit 29,13 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 300 000,00 euros

Exercice clos le 31 janvier 2019 :

170 000,00 euros, soit 16,50 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 170 000,00 euros

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 27 257 euros, ainsi que l'impôt correspondant de 7 632 euros.

Nous vous communiquons, conformément aux dispositions de l'article 223 quinquies du Code général des impôts, les chiffres globaux relatifs aux dépenses visées à l'article 39-5 dudit code.

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 227-10 du Code de commerce, d'approuver la convention visée à ce même article et conclue au cours de l'exercice écoulé.

Vos Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de cette convention qu'ils ont décrite dans leur rapport spécial.

ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

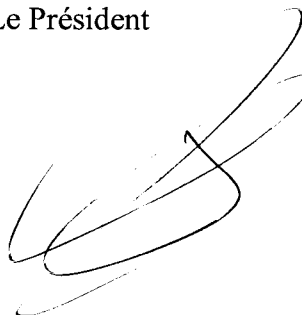
Renouvellement des mandats des Commissaires aux Comptes

Les mandats de la société SEREC CONSULTING, Commissaire aux Comptes titulaire, et de la société SECOMI, Commissaire aux Comptes suppléante, arrivant à expiration à l'issue de la présente consultation, nous vous proposons de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la consultation annuelle des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 janvier 2026.

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions emportent votre approbation et que vous vouliez bien donner à votre Président quitus de sa gestion pour l'exercice social sur les comptes duquel vous avez à vous prononcer.

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Fait à BIARRITZ
Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping loops and strokes, positioned below the typed name of the President.



SAS YABE

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 Janvier 2020

Ce rapport contient 15 pages

Société de Commissaires aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Riom

Le Saint-Cloud – Entrée 1 – 1, Rue de la Grange aux Grains – 03700 BELLERIVE SUR ALLIER – FRANCE
Tél : 04 43 50 01 01 - Email : sgoumet@accore-grp.com
SARL au capital de 7 622, € - Siret : 349 075 143 00025 – APE : 6920Z

SOGAREC

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de RION
3 rue des Forges - 03100 MONTLUÇON - FRANCE
Tél : 04.70.28.28.60 - Fax : 04.70.28.85.19 - Email : info@sogarec.com
SARL au capital de 120 975, € - Siret : 339 454 654 – APE : 6920Z

SAS YABE

S.A.S. au capital de 103 000 Euros

Siège social : Rue des Peupliers

03300 - CUSSET

444 977 474 R.C.S. CUSSET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2020

A l'assemblée générale de la S.A.S YABE.

1°) OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES :

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société S.A.S YABE relatifs à l'exercice clos le 31 Janvier 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel applicable, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2°) FONDEMENT DE L'OPINION :

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er l'évrier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3°) JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS :

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Nos contrôles ont essentiellement porté sur les opérations entre les sociétés parties à la consolidation. Nous nous sommes assurés de leur annulation et du bon retraitement, ainsi que de leur impact sur le résultat et dans le bilan consolidé.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

4°) VERIFICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE DONNEES DANS LE RAPPORT DE GESTION :

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelé à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5°) RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES :

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

6°) RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES :

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en

cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société **Erreur ! Signet non défini..**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

BELLERIVE SUR ALLIER, le 15 Septembre 2020

Pour la SARL ACCOREL - Le gérant
Olivier JOANNET
Commissaire aux comptes,

Pour la SARL SOGARFEC - Le gérant
Céline CLAYON
Commissaire aux comptes,

États financiers

Bilan consolidé

Libellé	Clôture	Ouverture	Note
Capital souscrit non appelé			
Ecart d'acquisition	1 643 777	1 643 777	1
Immobilisations incorporelles	17 202	21 608	2
Immobilisations corporelles	2 529 222	2 674 308	2
Immobilisations financières	324 898	293 698	3
Titres mis en équivalence			
Actif immobilisé	4 515 099	4 633 392	
Stocks et en-cours	7 899 696	8 340 627	4
Clients et comptes rattachés	904 392	855 986	6
Impôts différés - actif	422 199	469 031	5
Autres créances et comptes de régularisation	4 838 582	7 941 694	6
Valeurs mobilières de placement	500 000		
Disponibilités	1 864 178	926 536	7
Actif circulant	16 429 048	18 533 873	
Total Actif	20 944 147	23 167 265	
Capital	103 000	103 000	
Primes liées au capital			
Ecart de réévaluation			
Réserves (part du groupe)	2 473 334	2 585 121	
Résultat net (Part du groupe)	500 526	58 213	
Capitaux propres (Part du groupe)	3 076 860	2 746 334	
Intérêts minoritaires	1 738 300	1 596 629	
Autres fonds propres			
Total des capitaux propres	4 815 160	4 342 963	
Ecart d'acquisition passif			
Provisions pour risques et charges	512 225	487 089	8
Impôts différés - passif			
Provisions et impôts différés	512 225	487 089	
Dettes financières	1 496 396	3 063 673	9
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 093 784	10 946 070	10
Autres dettes et comptes de régularisation	4 026 582	4 327 470	
Dettes	15 616 762	18 337 213	
Total Passif	20 944 147	23 167 265	

Compte de résultat consolidé

Libellé	2020	2019	Note
Chiffre d'affaires	116 593 423	93 924 946	11
Autres produits d'exploitation	836 135	725 190	12
Produits d'exploitation	117 429 558	94 650 136	
Achats consommés	(97 159 232)	(78 512 433)	13
Charges externes	(7 108 227)	(6 052 164)	14
Impôts et taxes	(1 406 967)	(1 002 031)	15
Charges de personnel	(10 846 148)	(8 554 438)	16
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(716 648)	(796 009)	17
Charges d'exploitation	(117 237 221)	(94 917 075)	
Résultat d'exploitation	232 585	(266 939)	
Produits financiers	59 400	120 086	18
Charges financières	(30 414)	(37 708)	19
Résultat financier	28 985	82 378	
Opérations en commun			
Résultat courant des entreprises intégrées	261 570	(184 561)	
Produits exceptionnels	1 094 547	1 811 328	20
Charges exceptionnelles	(399 115)	(1 276 798)	21
Résultat exceptionnel	695 432	534 530	
Impôts sur les résultats	(314 805)	(146 824)	22
Résultat net des entreprises intégrées	642 196	203 145	
Dotations aux dépr. des écarts d'acquisition (impairment)			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net de l'ensemble consolidé	642 196	203 145	
Intérêts minoritaires	141 670	144 932	
Résultat net (part du groupe)	500 526	58 213	

Méthodes et principes de consolidation

1. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français édictés par la loi n°85.11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n°86.221 du 17 février 1986, ainsi que par le règlement du CRC n° 99-02 du 22 juin 1999, modifié par le règlement du CRC n° 2005-10 du 3 novembre 2005 et le règlement ANC n°2015-07 du 23 novembre 2015.

L'exercice clos 31/01/2020 a une durée de 12 mois, comme celui clos le 31/01/2019.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

2. Faits marquants

La société CEVEDE a accepté de payer le redressement fiscal né à la suite du contrôle portant sur les exercices 31/01/2015 et 31/01/2016.

Cependant, le litige né de ce redressement n'est pas terminé puisque la société a décidé de poursuivre les différentes procédures entamées suite à la contestation de ce redressement.

3. Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Toutes sont intégrées globalement.

4. Périmètre de consolidation

	Adresse	N° SIREN	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
YABE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	444 977 474	100,0%	100%	Société mère
CEVEDE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	387 622 327	50,0%	100%	Intégration globale
GAB03	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	804 678 845	100,0%	100%	Intégration globale
PELOPE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	491 675 799	49,9%	100%	Intégration globale
BAYA	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	837 680 990	60,0%	100%	Intégration globale

Au cours de l'exercice la société YABE a acquis 51.66% du capital de la société nouvellement créée SPORTING 1930.

Son activité de restauration n'ayant pas débuté, il a été décidé de ne pas intégrer cette entité dans le périmètre de consolidation au 31/01/2020.

5. Ecart d'acquisition

Écarts d'acquisition : l'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

Écarts d'acquisition positifs : un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Écarts d'acquisition ».

Le Groupe YABE amortissait jusqu'au 31 janvier 2015 ses écarts d'acquisition sur une durée de 15 ans.

Le règlement 99-02 a été modifié par un avis de l'Autorité des Normes Comptables en date du 23 novembre 2015 (Avis N°2015-07, homologué par arrêté du 4 décembre 2015 publié au journal officiel du 8 décembre 2015).

Les écarts d'acquisition, lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au Groupe, ne sont pas amortis. Un test de dépréciation est alors réalisé une fois par exercice qu'il existe ou non un indice de perte de valeur. Sur la base des méthodes sectorielles spécifiques aucune dépréciation n'a été jugée nécessaire.

Par ailleurs, les parts de marché constatées au 31 janvier 2016 ont été reclassées en écart d'acquisition à l'ouverture de l'exercice 2017. La valeur actuelle au 31/01/2020 a été appréciée en fonction de sa valeur vénale en se référant aux règles spécifiques du secteur. Compte tenu de cette valeur, aucune dépréciation n'est à comptabiliser à la clôture de l'exercice.

YABE
Groupe
Comptes
2019-2020

6. Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations incorporelles

Ce poste d'actif comprend les logiciels du groupe.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, et du type d'utilisation.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués suivant les catégories auxquelles ils se rattachent, soit au dernier prix de réapprovisionnement, soit au prix de vente diminué de la marge moyenne afférente au rayon auquel ils appartiennent.

Compte tenu de la rotation rapide des stocks, l'utilisation du dernier prix de réapprovisionnement n'est pas de nature à conduire à une évaluation très différente de celle qui résulterait de l'application du prix moyen pondéré, ou du « premier entré, premier sorti ».

Des provisions pour dépréciation des stocks sont constituées en vue de tenir compte de la différence entre leur valeur probable et celle ressortant des méthodes décrites ci-dessus.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de régularisation.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée Engagements de retraite

Le groupe a opté pour la méthode préférentielle du règlement 99-02, consistant à comptabiliser ses passifs sociaux en provisions pour charges.

Le calcul des engagements a été déterminé sur la base des hypothèses suivantes :

- Convention collective :	Commerce à prédominance alimentaire
- Méthode de calcul choisie :	Méthode rétrospective prorata temporis
- Population retenue :	Tous les salariés en contrat à durée indéterminée au
31 janvier 2020	
- Table de mortalité retenue :	TV 88/90
- Taux d'actualisation :	2 %
- Taux de croissance des salaires	1%
- Age minimal de départ à la retraite :	65 ans

Information sectorielle

Le groupe réalise l'intégralité de son chiffre d'affaires en France, dans un contexte de confidentialité la direction du groupe ne souhaite pas communiquer sur la ventilation de son résultat d'exploitation par rayon.

7. Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d'une ampleur inédite. A ce jour les conséquences qui en découlent sur la santé financière des entreprises est difficilement prévisible, compte tenu des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise.

Par ailleurs, concernant notre entreprise, du fait de la limitation de circulation des biens et des personnes, certaines productions et approvisionnements vont devoir être mis à l'arrêt, ce qui peut avoir des conséquences en chaîne sur d'autres approvisionnements à court ou moyen terme. De même, si certains services n'étaient plus rendus par nos principaux prestataires, cela pourrait conduire au ralentissement ou à l'arrêt de notre activité.

Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l'exercice 2019, nous avons établi les comptes sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles liées à ces événements.

Toutefois, compte tenu du contexte décrit ci avant, il se peut que des effets négatifs, à court ou moyen terme, puissent affecter notre activité et notre trésorerie et venir impacter notre continuité d'exploitation au titre de l'exercice 2020.

SARL AUGABEE
Compte tenu des comptes
de l'exercice 2019
et de l'exercice 2020

Notes annexes sur les postes du bilan

1. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Libellé	Ouverture	Clôture	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	1 880 923	1 880 923						
Amortissements des écarts d'acquisition	(237 146)	(237 146)						
Dépréciations des écarts d'acquisition								
Valeur nette	1 643 777	1 643 777						
Ecart d'acquisition - passif								
Reprise - écart d'acquisition -								
Valeur nette								

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv, Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	72 411	74 671	2 260				
Immobilisations incorporelles	72 412	74 672	2 260				
Terrains	188 913	188 913					
Constructions	3 386 383	3 391 343	4 960				
Installations techniques, matériel & outillage	1 287 844	1 362 952	77 210	(2 102)			
Autres immobilisations corporelles	4 427 003	4 503 809	35 397	(127 825)			169 234
Immobilisations corporelles en cours		343 682	60 644				283 038
Avances et acomptes s/imm. corp.	81 216		217 593				(298 809)
Immobilisations corporelles	9 371 360	9 790 699	395 804	(129 927)			153 463
Immobilisations corporelles et incorporelles	9 443 771	9 865 371	398 064	(129 927)			153 463
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	73 000	153 463					

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	(50 803)	(57 470)	(6 667)				
Amortissements des immobilisations incorporelles	(50 803)	(57 470)	(6 667)				
Constructions	(2 213 967)	(2 449 665)	(235 699)				
Installations techniques, matériel & outillage	(1 162 504)	(1 245 946)	(83 444)	1			
Autres immobilisations incorporelles	(3 320 581)	(3 565 865)	(285 241)	39 956			
Amortissements des immobilisations corporelles	(6 697 052)	(7 261 477)	(604 383)	39 958			
Amortissements sur actif immobilisé	(6 747 855)	(7 318 947)	(611 050)	39 958			
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Amortissements des immobilisations corporelles	(18 360)	(23 570)					

3. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv, Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation		31 000	31 000					
Titres immobilisés (non courants)	4 900	4 900						
Dépôts et cautionnements versés	288 798	288 998	200					
Immobilisations financières	293 698	324 898	31 200					
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	293 698	324 898	31 200					

Les créances immobilisées se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Dépôts et cautionnements versés	288 998			288 998
Créances - Actif immobilisé	288 998			288 998

4. Stocks et en-cours

Libellé	31/12/2013			Ouverture		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	1 528		1 528	1 573		1 573
Stocks de marchandises	7 898 168		7 898 168	8 339 054		8 339 054
Stocks et en-cours	7 899 696		7 899 696	8 340 627		8 340 627

5. Impôts différés

Impôts différés	Ouverture	Clôture	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)
Impôts différés - actif	469 031	422 199	48 737	(95 569)
Impôts différés - passif				
Valeur nette d'impôt différé	469 031	422 199	48 737	(95 569)
Liasse				
Fiscalité différée (décalages temporaires)	454 110	302 001	(79 451)	(72 658)
Fiscalité différée (retraitements)	17 581	122 858	128 188	(22 912)
Annulation part IP et MEE				
Sous total	471 691	424 859	48 737	(95 569)
Autres	(2 660)	(2 660)		(0)
Valeur nette par catégorie	469 031	422 199	48 737	(95 569)

6. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	31/12/2013			Ouverture		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
	L0121	L0713	L0333			
Clients et comptes rattachés	960 914	(56 522)	904 392	909 880	(53 894)	855 986
Avances et acomptes versés sur commandes	1 597 909		1 597 909	3 476 910		3 476 910
Créances sur personnel & org. Sociaux - courant	8 756		8 756	15 999		15 999
Créances fiscales hors IS - courant	1 120 076		1 120 076	2 240 808		2 240 808
Etat, Impôt sur les bénéfices - courant	541 075		541 075	813 119		813 119
Comptes courants - courant	63 268		63 268	1 263		1 263
Autres créances - courant	1 332 539		1 332 539	1 192 273		1 192 273
Charges constatées d'avance - courant	174 959		174 959	201 321		201 321
Autres créances et comptes de régularisation	5 799 496	(56 522)	5 742 974	8 851 572	(53 894)	8 797 678

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Total	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Clients et comptes rattachés	960 914	960 914		
Avances et acomptes versés sur commandes	1 597 909	1 597 909		
Créances sur personnel & org. Sociaux	8 756	8 756		
Créances fiscales hors IS	1 120 076	1 120 076		
Créances liées à l'intégration fiscale				
Etat, Impôt sur les bénéfices	541 075	541 075		
Comptes courants	63 268	63 268		
Actionnaires : capital appelé non versé				
Créances sur cessions d'actifs				
Autres créances	1 332 539	1 332 539		
Produits à recev. (Quote part rés. SNC)				
Intérêts courus sur créances				
Charges constatées d'avance	174 959	174 959		
Autres créances et comptes de régularisation	4 838 582	4 838 582		
Actif circulant	5 799 496	5 799 496		

7. Trésorerie nette

Libellé	Ouverture	Clôture
Trésorerie active nette	926 536	1 864 178
Disponibilités	926 536	1 864 178
Trésorerie passive	1 665 715	367 122
Trésorerie à court terme	(739 179)	1 497 056
Placements à court terme		500 000
VMP - Autres placements		500 000
Trésorerie passive assimilée à une dette	15	1 020
Concours bancaires (dettes)	15	1 020
Trésorerie à long terme	(15)	498 980
Trésorerie nette	(739 194)	1 996 036
Retraitement des Locations Simples	(739 209)	2 495 016

8. Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges - non courant							
Provisions pour litiges - courant	55 861	20 261	10 614	(46 214)			
Provisions pour pensions et retraites - non courant	301 297	308 718	8 161	(740)			
Provisions pour pensions et retraites - courant	123 375	174 712	62 717	(11 380)			
Autres provisions pour charges - courant	6 556	8 534	1 978				
Provisions et impôts différés	487 089	512 225	83 470	(58 334)			

9. Dettes financières

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	1 388 247	1 118 626		(423 084)			153 463
Dépôts et cautionnements reçus	8 445	8 733	288				
Intérêts courus sur emprunts	1 250	895	80	(436)			
Concours bancaires (trésorerie passive)	1 665 715	367 122					(1 298 593)
Concours bancaires (dettes)	15	1 020					1 005
Dettes financières	3 063 673	1 496 396	368	(423 520)			(1 144 125)
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Dettes financières	59 559	137 979					

Les dettes financières se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataire				
Emprunts auprès établis. de crédit	1 118 626	560 361	403 090	155 175
Dépôts et cautionnements reçus	8 733	8 733		
Emission titres part. & av. de l'Etat				
Autres emprunts et dettes assimilées				
Intérêts courus sur emprunts	895	895		
Dettes rattachées à des participations				
Concours bancaires	368 142	368 142		
Intérêts courus non échus - passif				
Dettes financières	1 496 396	938 131	403 090	155 175

10. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 946 070	10 093 784
Avances, acomptes reçus sur commandes	160	
Dettes sociales	2 128 742	1 991 649
Dettes fiscales (hors IS)	1 161 877	1 293 650
Etat - impôts sur les bénéfices	110 481	58 141
Comptes courants	102 033	110 616
Dettes s/ acquis. d'actifs	74 547	43 647
Autres dettes	17 141	30 155
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	60 420	66 366
Produits constatés d'avance	672 069	432 358
Autres dettes et comptes de régularisation	4 327 470	4 026 582
Total	15 273 540	14 120 366

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 093 784	10 093 784		
Avances, acomptes reçus sur commandes				
Dettes sociales	1 991 649	1 991 649		
Dettes fiscales (hors IS)	1 293 650	1 293 650		
Etat - impôts sur les bénéfices	58 141	58 141		
Comptes courants groupe	110 616	110 616		
Dettes s/ acquis. d'actif	43 647	43 647		
Autres dettes -	30 155	30 155		
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	66 366	66 366		
Produits constatés d'avance	432 358	37 167		
Autres dettes et comptes de régularisation	4 026 582	3 631 390		
Total	14 120 366	13 725 174		

10/10/2014
 Comptes rattachés et autres dettes
 10/10/2014
 10/10/2014

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

11. Chiffre d'affaires

Libellé	2020	2019
Ventes de marchandises	107 037 205	85 580 995
Production vendue de biens	1 277 188	1 241 708
Production vendue de services	8 713 612	7 328 353
Produits des activités annexes	587 626	576 709
Ventes et production intra-groupe		
Rabais, remises et ristournes accordés	(1 022 208)	(802 819)
Chiffre d'affaires	116 593 423	93 924 946

12. Autres produits d'exploitation

Libellé	2020	2019
Subventions d'exploitation	41 810	44 498
Rep./Prov. engagements de retraite	12 120	
Rep./Dépr. sur actif circulant	32 092	43 151
Transferts de charges d'exploitation	633 549	481 149
Autres produits	113 564	156 391
Autres produits d'exploitation	836 135	725 190

13. Achats consommés

Libellé	2020	2019
Achats de marchandises	(94 563 264)	(80 216 196)
Achats non stockés de matières et fournitures	(1 019 779)	(738 105)
Variation stocks de marchandises	(434 815)	3 769 739
Achat m.p., fourn. & aut. appro.	(1 141 329)	(1 327 897)
Var. stocks mp, fourn. & autres appro.	(44)	26
Achats consommés	(97 169 232)	(78 512 433)

14. Charges externes

Libellé	2020	2019
Sous-traitance	(351 036)	(202 005)
Redevances de crédit-bail		(0)
Locations immobilières et charges locatives	(2 110 364)	(1 977 899)
Locations mobilières et charges locatives	(161 544)	(187 659)
Entretien et réparations	(662 943)	(589 625)
Primes d'assurances	(125 399)	(104 326)
Autres services extérieurs	(15 755)	(21 281)
Redevances		
Personnel détaché et intérimaire	(91 345)	(70 415)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(349 267)	(283 209)
Publicité, publications, relations publiques	(1 743 452)	(1 410 346)
Transport	(70 705)	(45 013)
Déplacements, missions et réceptions	(50 065)	(47 731)
Frais postaux et frais de télécommunications	(128 921)	(111 443)
Frais bancaires	(276 096)	(204 607)
Autres charges externes	(817 744)	(582 915)
Autres charges	(153 589)	(213 692)
Charges externes	(7 108 227)	(6 052 164)

15. Impôts et taxes

Libellé	2020	2019
Impôts et taxes sur rémunérations	(119 241)	(130 441)
Autres impôts et taxes	(1 287 726)	(871 590)
Impôts et taxes	(1 406 967)	(1 002 031)

16. Charges de personnel

Libellé	2020	2019
Rémunérations du personnel	(8 297 772)	(6 643 755)
Charges de sécurité soc. et de prévo.	(2 394 713)	(2 170 204)
Autres charges de personnel	(30 016)	259 521
Participation des salariés	(123 646)	
Charges de personnel	(10 846 148)	(8 554 438)

17. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2020	2019
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(6 988)	(3 297)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(604 062)	(676 374)
Dot/Prov. engagements de retraite	(70 878)	(76 760)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(34 720)	(39 578)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(716 648)	(796 009)

18. Produits financiers

Libellé	2020	2019
Revenus des créances rattachées à des participations		1 263
Autres produits financiers	59 400	118 823
Produits financiers	59 400	120 086

19. Charges financières

Libellé	2020	2019
Charges d'intérêts	(28 980)	(33 912)
Autres charges financières	(1 434)	(3 796)
Charges financières	(30 414)	(37 708)

20. Produits exceptionnels

Libellé	2020	2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	567 536	895 962
Produits excep. s/ exercices antérieurs	199 492	236
Produits de cession d'immo. incorp.		15 000
Produits de cession d'immo. corp.	40 600	30 334
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	243 544	243 544
Autres produits exceptionnels	161	600 000
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel	43 214	26 253
Produits exceptionnels	1 094 547	1 811 328

21. Charges exceptionnelles

Libellé	2020	2019
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(220 756)	(267 097)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(33 474)	150 716
VNC des immo. corp. cédées	(89 970)	(112 097)
VNC des titres cédés		508
Autres charges exceptionnelles	(2 075)	(991 250)
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel	(12 592)	(57 578)
Charges exceptionnelles	(358 867)	(1 276 798)

22. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Libellé	2020	2019
Impôt sur les bénéfices	(305 654)	(173 580)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	5 739	
Impôts différés	(46 832)	26 756
Crédit impôt	31 942	
Impôts sur les résultats	(314 805)	(146 824)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts et résultat des MEE	957 002
Taux d'impôt de l'entité consolidante	28,00%
Impôt théorique	(267 961)
Effets des différences de base	(94 183)
ID sur écritures manuelles non fiscalisées	
Effets des différences de taux	(96 008)
Crédits d'impôt et autres dispositions fiscales particulières	32 498
Effets des déficits non activés	
Ecritures manuelles sur Impôt	110 849
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(314 805)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(314 805)

Autres Informations

23. Effectifs

Libellé	2020	2019
Effectif moyen interne	355	357
Cadres	16	11
Agents de maîtrise et techniciens	24	23
Employés	315	323
Ouvriers		
Effectif moyen total	355	357

24. Engagements hors-bilan

Engagement hors bilan	2020	2019
Engagements hors bilan donnés	691 162	962 964
Eng. donnés - Cautions bancaires, garanties et avals donnés	403 879	452 175
Eng. donnés - Hypothèques et nantissements de fonds de commerce	287 283	510 789

Engagements hors bilan reçus

25. Rémunérations des commissaires aux comptes

Rémunérations des commissaires aux comptes	2020	2019
Rémunérations des commissaires aux comptes	31 981	41 170

26. Rémunération des dirigeants

Cette information conduisant à indiquer des rémunérations individuelles n'est pas communiquée.

0
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99